

La guerre des mots fait rage au Congo

- ▶ Les attaques verbales du pouvoir contre l'opposition ne manquent pas et se font de plus en plus âpres.
- ▶ Quitte à réveiller les démons de la division ethnique en évoquant une « république des métis ».
- ▶ Or, la guerre des mots précède souvent la guerre elle-même.

Dans l'Afrique des Grands Lacs, encore plus qu'ailleurs, la guerre des mots précède souvent la guerre elle-même. C'est pourquoi on ne peut laisser passer aucune dérive langagière, d'où qu'elle vienne. Or en ce moment, les attaques verbales ne manquent pas et se font de plus en plus âpres. L'une des dernières polémiques en date a été suscitée par le conseiller diplomatique du président Kabila, Barnabé Kikaya Bin Karubi : dans un entretien au *Monde*, il a qualifié de « République des métis » l'opposition congolaise et par la suite, il a confirmé à « Jeune Afrique » qu'à ses yeux, c'est bien un « groupe de métis » qui s'oppose au régime en place à Kinshasa.

Ancien ambassadeur à Londres, universitaire, ex-journaliste en Afrique du Sud, (d'où il fut en rapport avec *Le Soir*) M. Kikaya Bin Karubi connaît le sens des mots, leur charge émotionnelle. C'est donc en connaissance de cause que cet intellectuel de haut niveau a visé des personnalités comme Moïse Katumbi, l'ancien gouverneur du Katanga né d'un père séfara, originaire de Rhodes et enterré dans la ville israélienne d'Haïfa, Olivier Kamitatu, porte-parole du Rassemblement de l'opposition, dont la mère était belge, l'homme d'affaires José Endundo, et surtout le dernier venu sur la scène politique congolaise, Sindica Dokolo.

Ce dernier, époux d'Isabel dos Santos, fille du président angolais José Eduardo dos Santos, et dont la mère est danoise, a rallié l'opposition et multiplie les déclarations fracassantes. S'il est exact qu'un certain nombre de métis congolais s'opposent au pouvoir en place, ce n'est cependant pas en raison de leur origine ethnique, mais parce qu'ils ont désavoué les manœuvres du régime visant à retarder les élections. Sur ce point, ils se retrouvent en phase avec leurs compatriotes de toutes origines qui, de Kinshasa à Butembo en passant par le Kasai, par Goma et Bukavu, manifestent quotidiennement pour exiger que la Constitution soit respectée.

Blessures de la mémoire

Il n'empêche que soulever la question des métis au Congo, fût-ce par inadvertance et dans un contexte politique très précis, reste dangereux : très minoritaires, les métis, dans leur grande majorité, sont

le produit de la colonisation belge et, transmises de génération en génération, les blessures de la mémoire sont toujours sensibles. Le pouvoir colonial en effet a toujours veillé à assurer aux enfants métis « qui avaient dans les veines une goutte de sang blanc » (suivant la phraséologie de l'époque) une éducation séparée, de meilleur niveau que celle de leurs compa-

triotés congolais. Séparés au départ, perçus comme différents, les métis ont préservé des liens de solidarité et formé une petite classe sociale intermédiaire dans laquelle le régime Mobutu a puisé ses premiers cadres. Léon Kengo wa Dondo, président du Sénat et deuxième personnage de l'État, qui fut longtemps Premier ministre sous Mobutu, s'appelait naguère Léon Lobitsch et se prévalait d'ancêtres polonais, Bemba Saolona, le « patron des patrons » et père de Jean-Pierre Bemba, le rival de Kabila à l'élection présidentielle de 2006, était également métis belgo-congolais.

Evoquer, même sous forme de « petite phrase » une éventuelle « République des métis » équivaut à réveiller les démons de la division ethnique jamais totalement endormis.

Avec Mobutu déjà...

Du temps de Mobutu déjà, à chaque crise du pouvoir politique correspondait un réveil des identités ethniques, facteur de division : au début des années 90 alors que le parti unique avait été aboli et que les pressions se multipliaient en faveur de la démocratisation du régime, les Balubas, qui soutenaient l'opposant Étienne Tshisekedi, furent pris pour cibles et 300.000 d'entre eux, victimes d'une véritable épuration ethnique, furent chassés du Katanga dans des conditions dramatiques.

Après la chute de Mobutu, en 1997, la prise de pouvoir des rebelles soutenus par le Rwanda et, en 1998, le déclenchement de la deuxième guerre du Congo, toujours avec l'appui du Rwanda, déclencha à Kin-

shasa une violente campagne dirigée contre les Tutsis congolais. Ils furent considérés comme des traîtres potentiels, des infiltrés et à l'époque, l'actuel ministre des Affaires étrangères She Okitundu s'employa, avec courage, à mettre en sécurité de nombreuses familles d'origine tutsie.

Dans l'est du pays, les menées de Kigali, soutenant plusieurs rébellions armées, provoquèrent, de manière durable, méfiance et hostilité à l'encontre des Tutsis congolais. Aujourd'hui encore, des listes « ethniques » circulent sous le manteau, dénombant le nombre de Tutsis occupant des postes de responsabilité dans l'administration et dans l'armée et dénonçant d'innombrables manœuvres d'infiltration, de noyautage.

Kabila, « Tutsi rwandais »

Quant à Joseph Kabila, il a, dès son accession au pouvoir, été la cible de ces campagnes de haine et de diffamation, selon lesquelles il n'aurait pas été le fils de Laurent Désiré Kabila (même si, au fil des années la ressemblance physique devient évidente...) et le qualifiant de « Tutsi rwandais ». Ces « révélations » distillées entre autres par l'ancien conseiller spécial du président Mobutu, Honoré Ngbanda, ne reposant sur aucun élément factuel in-

contestable ont largement contribué à saper la légitimité et l'éventuelle popularité du chef de l'État.

Mais aujourd'hui, ces motifs-là apparaissent secondaires au regard d'autres griefs, comme l'enrichissement insensé de Kabila et des siens avec en parallèle une croissance qui ne s'est pas accompagnée d'un réel développement et d'un recul significatif de la misère.

Contesté, mis en difficulté par l'exigence démocratique, le régime, comme Mobutu avant lui, risque de choisir la fuite en avant, laissant se déchaîner les passions ethniques, visant les Kasaiens et les métis, nombreux dans les rangs de l'opposition et, plus largement, les Occidentaux et les Belges en particulier.

Mukwege, l'« homme

des Occidentaux »

Ayant, (imprudemment peut-être) choisi de faire à Paris son « coming out » politique en se présentant comme un éventuel homme d'Etat susceptible de diriger une transition sans Kabila, le

docteur Mukwege a suscité la tempête sur les réseaux sociaux et même dans la presse chinoise : le quotidien *Le Potentiel* a titré l'« homme des Occidentaux », des blogueurs l'ont traité d'ami des Blancs (comme s'il s'agissait d'une injure), et à ce titre, le médecin-chef de Panzi a été menacé de « lapidation » !

Sur le plan politique, le président Kabila, dont l'entourage est frappé par des sanctions ciblées décrétées par l'Union européenne et les Etats-Unis, a obtenu l'appui de l'Union africaine qui approuve le report des élections. Il parie désormais sur la carte « panafricaniste ».

Mais si le régime succombait à des dérives ethniques, cette solidarité africaine pourrait bien s'éroder, et tout d'abord chez les plus proches voisins : à Luanda, le pouvoir est clairement aux mains des métis

qui, au sein du MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola) ont vaincu l'Unita de Jonas Savimbi qui misait sur les populations umbundu des hauts plateaux, moins éduquées, moins ouvertes sur le monde que les métis de la côte.

Quant à Kigali, mieux que personne, le président Kagame et les siens savent que la stigmatisation ethnique peut mener au génocide.

Dans la région, seul le Burundi, faisant marche arrière toute, pourrait épauler Kinshasa, mais pour le pire : le président Nkurunziza et les siens présentent leur maintien au pouvoir (troisième mandat et préparation du quatrième) comme une revanche des Hutus chassés du pays en 1972, ils dénoncent avec virulence les ingérences de l'Occident et tentent d'« ethniciser », de transformer en opposition Hutus / Tutsis, une crise qui, comme à Kinshasa, est essentiellement politique.

COLETTE BRAECKMAN

CALENDRIER ÉLECTORAL

Publication imminente

Le ministre congolais des Affaires étrangères Léonard She Okintudu a affirmé, lundi lors d'une rencontre avec son homologue belge Didier Reynders à New York, qu'un calendrier électoral serait publié par la Commission électorale nationale indépendante de manière immédiate en République démocratique du Congo. « *Tout doit en tout cas être fait pour qu'on aboutisse vraiment à des élections* », a poursuivi le chef de la diplomatie belge. Ce dernier a précisé qu'il souhaitait effectuer une visite à Kinshasa d'ici la fin de l'année. Le déplacement devrait permettre d'inaugurer la nouvelle ambassade de Belgique, mais aussi d'aborder avec les autorités locales la remise à plat des relations belgo-congolaises. (b.)

Grands Lacs Une fuite en avant tristement familière

Se préparant à livrer une bataille diplomatique importante à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, des responsables politiques congolais s'en sont pris, sans trop de retenue, aux Occidentaux qu'ils accusent de manœuvres visant à préparer ce que l'on appelle déjà la TSK, la transition sans Kabila, solution qui ne pourrait qu'être le résultat d'un coup de force. C'est ainsi que le porte-parole de la majorité présidentielle, André-Alain Atundu a dénoncé, la semaine dernière, « *des dirigeants européens de premier plan qui mènent de basses manœuvres au plan international pour obtenir la condamnation de la RDC à la session des Nations unies, au motif fallacieux que Joseph Kabila n'a pas respecté la mise en œuvre de l'accord du 32 décembre.* »

Pour M. Atundu, « *ces personnalités occidentales vont à contre-courant de la position des organisations africaines.* »

ainsi visée la position défendue par le ministre Reynders qui, à la tribune de l'ONU, répètera sans doute l'exigence d'un calendrier électoral précis et confirmera les pressions exercées dans ce sens.

Au-delà des propos feutrés du porte-parole officiel, on ressent dans le chef des dirigeants

congolais une exaspération croissante face aux pressions occidentales qui se traduisent par des sanctions ciblées, par une succession de rapports dénonçant la fortune accumulée par la famille présidentielle ou l'implication de hauts responsables de l'armée dans des faits de violence.

La nervosité augmente

Ces sentiments s'expriment de plus en plus sur les réseaux sociaux tant il est vrai qu'à mesure que le sablier du temps se vide et que l'on se rapproche de la fin du délai de grâce concédé en échange de l'organisation des

élections en 2017, les pressions s'intensifient et la nervosité augmente. Le Congo est ainsi entré dans une période à hauts risques, où la « guerre des mots » entretient la tension et pourrait précéder d'autres développements.

Cette « guerre des mots », fuite en avant d'un régime acculé, est tristement familière dans l'Afrique des Grands Lacs. Voici deux ans, elle a sévi au Burundi, où le conseiller en communication Willy Nyamitwe, qui défendait la volonté du président Nkurunziza d'exercer un troisième mandat, se répandait en propos hostiles aux Occidentaux

qui, tout simplement, souhaitaient que soient respectées les dispositions des accords d'Aruha qui avaient ramené la paix. Ces diatribes ont accentué l'isolement du pays et suscité le renforcement des sanctions internationales. Sur le plan intérieur, c'est par miracle que l'« ethnici-

sation » du conflit, où les autorités voulaient réveiller l'esprit de revanche des Hutus et les opposer aux Tutsis n'a pas débouché sur des affrontements.

On sait comment, au Rwanda, voici deux décennies, la « guerre des mots », menée par les extrémistes d'un régime acculé avait préparé le génocide des Tutsis tandis que les Belges étaient pris pour cibles car ils exigeaient que soient respectés les accords de paix signés en août 1993.

Bien sûr, on n'en est pas là au Congo, mais la rhétorique prend quelquefois des tournures dangereuses et pourrait réveiller les frustrations d'une jeunesse en quête de boucs émissaires à ses difficultés bien réelles. C'est pourquoi, qu'il s'agisse des « Tutsis » hier, des « métis » aujourd'hui, des « Blancs » en général et de n'importe quelle « ethnique », toute stigmatisation doit être évitée tant par le pouvoir que par ses opposants.

C. B.

L'HISTORIEN

« Ce sont les Belges qui ont séparé, catégorisé »

Dans un entretien publié dans *Congo, Kinshasa aller-retour* (1), l'historien Isidore Ndaywel, explique que les origines des Congolais sont multiples, mais qu'on ne rencontre pratiquement plus de famille congolaise dont tous les membres appartiennent à un même groupe : « Les Congolais tiennent beaucoup à l'unité de leur pays : certes, le Congo a été créé artificiellement, mais il a un vécu de plus d'un siècle et

une culture s'est créée. Une culture congolaise qui s'est rediffusée sur l'ensemble du territoire, entre autres par la musique. La convivialité, la musique, certaines formes d'expression artistique : les origines sont multiples, mais tout cela fusionné, ces valeurs se sont redistribuées sur tout le territoire. Kinshasa est demeuré un creuset de cultures, le savoir-être de la capitale s'est imposé dans tout le pays. (...) On ne rencontre pratiquement plus de famille congolaise dont tous les membres appartiennent à un même groupe, sont originaires d'une même province. Il y a eu tellement de mé-

langes... (...) Les métis sont un héritage du ghetto belge. Ce sont les Belges qui ont séparé, catégorisé. Placé les métis dans des écoles séparées. (...) Les métis formaient une classe intermédiaire. Sitôt qu'apparaissait un métis quelque part, l'enfant était enlevé par d'administration coloniale. (...) Aujourd'hui apparaît une nouvelle génération de métis, ceux nés de couples mixtes. Une nouvelle identité se crée, notre concept de nationalité congolaise exclusive va devoir changer. »

(1) Isidore Ndaywel, dans « Congo, Kinshasa aller-retour », aux éditions Nevicata

Sindica Dokolo Un ovni aux déclarations fracassantes

Sindica Dokolo, qui a déboulé comme un ovni sur la scène politique congolaise et multiplié tweets et déclarations fracassantes, a quitté sa « zone de confort », l'Angola, d'où il menait depuis des années une bataille remarquée, plaidant pour la restitution des œuvres d'art africain éparpillées à travers le monde, dans les collections privées et les grands musées.

Son père, Augustin Dokolo, fondateur de la Banque de Kinshasa, exproprié par le président Mobutu, et homme d'affaires talentueux, avait mis sa fortune considérable au service de l'art africain, entamant une collection que son fils contribua à enrichir. Tant son père que sa mère, Hanne Kruse, une ressortissante danoise aujourd'hui

consul honoraire à Kinshasa, ont voué une véritable passion à l'art du continent.

Après avoir visité tous les musées d'Europe en compagnie de ses parents, le jeune Sindica entama sa propre collection au départ de 500 œuvres rassemblées par un collectionneur allemand. Epoux d'Isabel dos Santos, fille du président angolais et souvent qualifiée de « femme la plus

riche d'Afrique », à la tête de la société pétrolière Sonangol, le fils du banquier a créé la Fondation Sindica Dokolo, connue et appréciée dans toutes les grandes expositions d'Afrique et d'Europe. Il se bat pour créer un centre d'art contemporain à Luanda, afin que le continent africain, en pleine mutation, puisse enfin obtenir la reconnaissance de la plus grande de

ses richesses, le talent de ses innombrables artistes. Avec l'aide d'une équipe de spécialistes internationaux, il tente de récupérer des pièces « volées » à l'époque coloniale et emmenées dans les grands musées d'Europe, considérant que ces œuvres, si elles reviennent en Afrique, contribueront à renforcer la culture et le savoir...

Plaidant en faveur des élections et du respect de la constitution dans son pays d'origine, la République démocratique du Congo, Sindica Dokolo, considéré comme un proche de l'opposant Moïse Katumbi, s'aventure désormais sur un terrain nouveau pour lui, celui de la politique. Un terrain plus dangereux et plus miné que celui de la bataille pour les œuvres d'art...

C.B.